

## Compte rendu

---

### Ouvrage recensé :

Schmid, Karin, *The Soviet Union 1982-1983 : Domestic Policy, the Economy, Foreign Policy. Volume 7*. New York and London, Holmes and Meier, 1985, 404 p.

par Marie Lavigne

*Études internationales*, vol. 19, n° 1, 1988, p. 185-186.

Pour citer ce compte rendu, utiliser l'adresse suivante :

URI: <http://id.erudit.org/iderudit/702322ar>

DOI: 10.7202/702322ar

Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

---

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

---

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : [info@erudit.org](mailto:info@erudit.org)

SCHMID, Karin, *The Soviet Union 1982-1983: Domestic Policy, the Economy, Foreign Policy. Volume 7*. New York and London, Holmes and Meier, 1985, 404p.

Les recherches allemandes en soviétologie sont relativement mal connues des publics francophones et anglophones, ce qui est fort regrettable compte tenu du sérieux et de l'importance des travaux publiés en Allemagne fédérale. Aussi doit-on se réjouir du fait que les éditions Holmes et Meier rendent accessibles en anglais les volumes bisannuels publiés en allemand par le *Bundesinstitut für Ostwissenschaftliche und internationale Studien* de Cologne. Le volume sous revue est le septième de la série (le premier porte sur l'année 1973) et couvre les années 1982-1983 marquée par la mort de Leonid Brezhnev et la transition assurée par Youri Andropov. Il n'est pas inutile d'en rendre compte aujourd'hui, bien que ce temps paraisse déjà bien lointain à la lumière des changements apportés par Mikhaïl Gorbatchev — et cela ne peut qu'encourager à la lecture du volume suivant! Le nombre et la qualité des auteurs sont impressionnants. Regrettons seulement qu'ils ne nous soient pas présentés: pour notre part nous connaissons bien les économistes, entre autres Heinrich Vogel, directeur du Bundesinstitut, ou encore Hermann Clement, Hans-Hermann Hoehmann et Gertraud Seidenstecher; les spécialistes des autres disciplines reconnaîtraient sans doute des noms familiers parmi les 36 contributeurs.

La première partie traite de la politique intérieure: mort de Brezhnev, victoire d'Andropov sur Tchernenko, rôle de la direction idéologique du parti, déterminants domestiques de la politique de défense et sécurité, effets de la crise polonaise en Union soviétique, campagne pour la discipline et contre la corruption, analyse des comportements déviants ou « alternatifs ». Un article particulier est consacré au statut des Allemands ethniques vivant en Union soviétique.

La seconde partie analyse l'économie: bilan à la mort de Brezhnev, développement en 1982-1983 (avec la décélération de la croissance et l'abandon virtuel du plan quinquennal 1981-1985), interprétation de cette évolution

(la décélération signifie-t-elle une crise?), fonctionnement de la planification et de l'économie parallèle, problèmes du commerce extérieur, et en particulier discussion des charges d'assistance pesant sur l'Union soviétique — ce que la littérature américaine traite en termes de « costs of the Soviet Empire », celui-ci comprenant l'Europe de l'Est et les partenaires privilégiés de l'URSS au Tiers Monde.

On voit que les relations Est-Ouest sont absentes de cette analyse, mais elles apparaissent dans la troisième partie consacrée à la politique étrangère de l'URSS. Un chapitre général traite du cadre global de la politique extérieure, puis des relations avec l'Europe de l'Est (nous retrouvons la crise polonaise à ce propos); les relations inter-partis sont examinées vis-à-vis du PC italien. Il n'est pas étonnant de rencontrer ici aussi un chapitre spécial sur les relations soviéto-allemandes. La période 1982-1983 a été marquée par une tension maximale entre l'URSS et les États-Unis, étudiée dans un chapitre particulier, tandis que les problèmes des négociations sur les forces nucléaires intermédiaires sont analysés dans deux études. Trois chapitres sont consacrés aux relations entre l'URSS et le Tiers Monde: Amérique latine, Moyen-Orient, Chine.

Les 23 annexes offrent une documentation politique (composition du Politburo, du Secrétariat du Comité central; du Conseil des ministres), un ensemble de références économiques (démographie, croissance, structure du produit national, développement du commerce extérieur) et des chronologies et tableaux de politique étrangère. Ces annexes sont complétées par une liste d'abréviations (fort nombreuses dans le texte et dans les notes).

Au total nous avons affaire à un ensemble de contributions courtes (chacune faisant en moyenne 12 pages), excellemment étayées et couvrant tous les aspects de l'URSS pour ces deux années, avec un arrière-plan documentaire permettant un recul convenable. Mais ce n'est pas une synthèse: chaque auteur garde sa liberté d'interprétation et c'est au lecteur de tirer ses conclusions.

Il n'est pas possible de commenter exhaustivement ces contributions, chacune fort

intéressante dans son domaine. Que retiendra l'histoire de ces années de transition vers l'« ère Gorbatchev » ?

La *crise polonaise* en sera sans aucun doute l'élément le plus marquant. Elle passe comme un fil conducteur à travers nombre de contributions, et d'abord dans celle de Helmut Dahm sur la direction idéologique. L'auteur s'y interroge sur l'interprétation doctrinale de la crise et nous donne une indication intéressante rétrospectivement : Suslov, alors responsable de l'idéologie (jusqu'à sa mort début 1982) n'a jamais mentionné les événements de Pologne en termes de « contre-révolution », même après la lettre du parti communiste soviétique au parti ouvrier unifié polonais de juin 1981 où « neuf expressions différentes évoquaient la contre-révolution » (p. 51). Bernd Knabe consacre son article entièrement à la crise polonaise comme défi au système soviétique et analyse les composantes de ce défi : menace à la sécurité, risque de déstabilisation économique, atteintes au monopole de la direction dans les domaines de l'idéologie, de l'information, et de l'organisation, avec un risque de « contamination » des régions voisines, en particulier les pays baltes et l'Ukraine — l'auteur note cependant qu'entre 1980 et 1982 il n'y a guère eu de réaction significative de sympathie avec le mouvement réformateur en Pologne dans les pays du « système soviétique », en dehors de cercles limités de l'intelligentsia. Werner Beitel mentionne, dans son étude sur les charges de l'assistance économique, le poids de celle-ci en ce qui concerne la Pologne : reprenant les chiffres donnés par Marrese et Vanous (dans *Wall Street Journal* du 15 janvier 1982) il rappelle que la Pologne a bénéficié de subsides « indirects » (avantages de prix) équivalents à 3,5 milliards de dollars en 1980, à quoi il faut ajouter 800 millions de dollars prêtés par l'URSS et 500 millions par les banques du CAEM en 1980-1981, et l'équivalent de 2,3 milliards de dollars en roubles transférables pour financer le déficit de la Pologne vis-à-vis de l'URSS sur ces deux mêmes années. Dieter Bingen analyse le rôle de l'URSS dans la crise polonaise, partant du dilemme initial — fallait-il laisser faire et déstabiliser le système, ou intervenir militairement et courir des risques politiques

graves ? La réponse fut l'influence — pour ne pas dire l'intimidation — exercée sur la direction politique polonaise, avec des moyens militaires (grandes manoeuvres à la frontière polonaise et en Pologne même), politiques (sommet soviéto-polonais après le XXVI<sup>ème</sup> congrès en mars 1981, visite de Souslov en avril, lettre-avertissement du PCUS en juin) et idéologiques (propagande anti-Solidarité). L'Union soviétique est-elle directement responsable de la loi martiale ? L'auteur demeure très prudent : Il s'agit, dit-il, d'une « combinaison complexe de coopération et méfiance, de pressions soviétiques et planification conjointe (du « coup » M.L.) soviéto-polonaise, ainsi que d'improvisation et coïncidence » (p. 244). La lumière historique sera-t-elle faite sur cette « combinaison complexe » ? Six ans plus tard on n'est guère plus avancé, malgré les révélations « sensationnelles » apparaissant périodiquement.

L'autre grande question que l'on peut se poser à propos des années 1980-1983 est de savoir si la fin de l'ère Brezhnev pouvait laisser attendre l'« explosion » Gorbatchev. Les auteurs ne disposaient certainement pas d'une boule de cristal, pourtant au sein de la stagnation caractéristique de cette période des signes avant-coureurs apparaissaient. Le « bond en avant » de Andropov (étudié par Heinz Brahm) en était un, ainsi que le développement — alors encore para-légal — du marché et de l'économie parallèle analysés par Friedrich Haffner. Et bien sûr nombre des conditions énumérées par les auteurs pour une réforme économique efficace, alors non réalisées, se trouvent sous Gorbatchev au moins au stade initial d'une mise en oeuvre. C'est pourquoi on attend avec impatience les volumes suivants de la série...

Marie LAVIGNE

*Université de Paris I  
Panthéon, Sorbonne*